



Quelques mots sur la Grèce

February 10, 2015



Mark Mobius
Executive Chairman
Templeton Emerging Markets Group

Le débat sur la meilleure marche à suivre en Grèce s'est maintenant joué aux urnes, même si des incertitudes persistent. Le 25 janvier, Syriza, un parti d'extrême gauche dirigé par Alexis Tsipras, a remporté la majorité des votes lors du scrutin et dispose maintenant de 149 sièges au Parlement, à deux sièges de la majorité absolue.

La part de la Grèce dans l'univers des marchés émergents étant limitée, tout comme son poids dans l'économie de la zone euro, nous pensons que les marchés ont largement intégré cet événement et qu'il ne devrait pas peser sur l'ensemble des marchés mondiaux. Toutefois, les élections grecques mettent en évidence les changements radicaux et les initiatives courageuses qu'imposent la situation de la dette du pays, ainsi que les difficultés liées à la dette dans l'ensemble de l'Europe. Maintenant les élections passées, les autorités grecques devraient (espérons-le) pouvoir aller de l'avant et instaurer des politiques destinées à favoriser la croissance, mettant l'accent sur le changement. Nous sommes confiants dans le fait que ces politiques donneront à la population grecque l'espoir d'une vie meilleure, plutôt qu'un avenir consacré uniquement au remboursement de la dette.

Ce n'est certainement pas en continuant à privilégier la réduction des dépenses et des investissements que la Grèce pourra sortir de la situation actuelle. Ce qu'il faut selon nous c'est investir davantage et suivre la voie de la reprise. Pour ce faire, nous estimons que le nouveau gouvernement est sur la bonne voie quand il s'attache à réduire les difficultés des citoyens grecs ordinaires. Par ailleurs, sa volonté de renégocier les mesures draconiennes imposées au pays permettrait selon nous d'insuffler un regain d'optimisme.

Il devrait être extrêmement difficile pour la Grèce de renégocier les dispositions et conditions de la dette avec la troïka (Commission européenne, Banque centrale européenne et Fonds monétaire international). Le 28 février marquera un tournant : c'est le jour où doit expirer le sauvetage financier de la Grèce. Reste à voir si le pays peut négocier une prolongation ou une autre mesure lui évitant le défaut et permettant aux établissements bancaires grecs de continuer à accéder aux liquidités de la BCE.

Comme le dit l'adage, le diable est dans les détails, et ces derniers ont été sources de désaccord parmi la population grecque. Puisqu'il manque seulement deux sièges à Syriza pour obtenir la majorité absolue, un parti de coalition est donc nécessaire pour détenir une position de force au Parlement ; Alexis Tsipras a visiblement fait alliance avec les Grecs indépendants d'ANEL (parti de droite opposé à l'austérité). Ayant fait campagne avec succès sur le thème de la lutte contre l'austérité, il était évident que le parti Syriza souhaitait renégocier avec l'Union européenne (UE) les conditions de l'accord de la dette grecque.

Même si l'austérité n'est jamais appréciée, elle est particulièrement impopulaire en Grèce, sans qu'il y ait pour autant une mobilisation massive en faveur d'une sortie de la zone euro, ce qui complique la tâche des dirigeants, les mesures d'austérité ayant conditionné l'obtention de financements pour le pays. La symbolique de la remise en question de l'austérité par la Grèce est peut-être plus grande encore pour les autres membres de la zone euro confrontés à des situations comparables (notamment l'Italie, le Portugal et l'Espagne) et pour les changements plus globaux qu'elle pourrait apporter à la région à long terme.

Nul doute pour nous que la Grèce devrait et va probablement rester en zone euro. Comme l'ont noté certains observateurs, l'Allemagne a été renflouée après la Seconde guerre mondiale, ses dettes ont été effacées et elle a bénéficié d'un programme d'investissement massif dans le cadre du Plan Marshall. Selon nous, c'est maintenant l'heure pour l'UE de se lancer dans un programme d'investissement en faveur de la Grèce et d'autres pays endettés afin de stimuler la croissance économique.

Nous ne prévoyons pas à l'heure actuelle de modifier notre stratégie d'investissement du fait de l'issue du scrutin, mais nous surveillerons de près les possibles évolutions. Comme toujours, nous rechercherons les opportunités qui pourront se présenter en Europe émergente. Nous pensons que les perspectives d'investissement à long terme en Grèce sont positives. Selon nos recherches, les actions grecques ne sont globalement pas surévaluées à l'heure actuelle, même s'il existe d'importants écarts de prix sur le marché. Les banques grecques nous paraissent particulièrement intéressantes, si l'on suppose que l'économie grecque se redressera sur le long terme.

Les commentaires, les opinions et les analyses de Mark Mobius sont personnels et fournis à titre d'information uniquement dans l'intérêt général et ne sauraient constituer un conseil d'investissement individuel, une recommandation ou une incitation à acheter, vendre ou détenir un titre ou à adopter une stratégie d'investissement particulière. Ils ne constituent pas un conseil d'ordre juridique ou fiscal. Les informations contenues dans ce document sont valables à leur date de publication et peuvent changer sans préavis, et ne constituent pas une analyse complète des événements survenant dans les divers pays, régions ou marchés.

Les données de tierces parties peuvent avoir été utilisées dans la préparation de ce document et Franklin Templeton Investments (« FTI ») n'a pas vérifié, validé ni audité de manière indépendante ces données. FTI décline toute responsabilité quant aux éventuelles pertes résultant de l'utilisation de ces informations et la pertinence des commentaires, analyses et opinions présents dans cet article est laissée à la seule appréciation du lecteur. Les produits, services et informations peuvent ne pas être disponibles dans toutes les juridictions et sont fournis par les sociétés affiliées de FTI et/ou leurs distributeurs, dans la mesure où la réglementation/législation locale l'autorise. Veuillez consulter votre conseiller financier pour toute information sur la disponibilité des produits et services dans votre juridiction.

Quels sont les risques ?

Tout investissement comporte un risque, notamment celui de ne pas récupérer le capital investi. Les investissements dans des titres étrangers comportent des risques spécifiques : fluctuations de change, instabilité économique et évolution de la situation politique, par exemple. Investir dans les marchés émergents, y compris dans la sous-catégorie des marchés frontières, implique des risques accrus concernant ces mêmes facteurs, lesquels s'ajoutent aux risques liés à leur plus petite taille, à leur liquidité inférieure et à l'absence d'un cadre juridique, politique, commercial et social établi pour soutenir les marchés boursiers. Les risques liés à l'investissement dans les marchés frontières sont encore supérieurs à ceux associés aux marchés émergents en raison du développement moins avancé des structures précitées, ainsi que du potentiel de forte volatilité des prix, de la liquidité insuffisante, des barrières commerciales et des contrôles sur les taux de change.